HAL
open science

De la victoire en première manche à la ” drôle de guerre ”. De l’intelligence économique dans les collectifs anti-hydrocarbures de schiste français

Emmanuel Ruzé

To cite this version:

Emmanuel Ruzé. De la victoire en première manche à la ” drôle de guerre ”. De l’intelligence économique dans les collectifs anti-hydrocarbures de schiste français. AIM 2013, May 2013, Lyon, France. pp.Ruzé. hal-00943947

HAL Id: hal-00943947

https://hal.science/hal-00943947v1

Submitted on 9 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la victoire en première manche à la « drôle de guerre ». De l'intelligence économique dans les collectifs anti-hydrocarbures de schiste français.

Emmanuel Ruzé

Enseignant-chercheur à l'ISTEC

Chargé de cours de sociologie à Telecom ParisTech

Résumé

Cette recherche (classée dans la catégorie en cours de réalisation de l'AIM), présente les premiers résultats d'une analyse des processus d'intelligence collective dans les collectifs luttant contre l'exploitation des hydrocarbures de schiste en 2011-2012 en France. Les questions relevant des systèmes d'information dans les collectifs citoyens de militants faisant usage des réseaux sociaux sont encore peu abordées en gestion alors que cette question y est d'importance. Une approche inductive de premières données nous a permis de comprendre que ces collectifs ont été amenés à pratiquer sans le savoir et dans une certaine mesure l'intelligence économique, un concept souvent associé à des organisations plus structurées voire lucratives. Le cas français de résistance des opposants à l'exploitation des hydrocarbures, qui a abouti à leur victoire mi-2011 suivie d'une « drôle de guerre », i.e. une phase longue d'observation entre ces derniers et les partisans de « l'innovation » en question, serait particulièrement instructif. Nous proposons ici quelques éléments exploratoires issus de l'analyse d'archives numériques et de recherche-terrain permettant d'illustrer cette idée, et une revue de littérature consistante.

Mots-clef : mouvements sociaux, hydrocarbures de schiste, réseaux militants, réseaux sociaux, intelligence citoyenne, intelligence économique, géopolitique de l'énergie.

From victory on the first round to « phoney war ». Information management in anti-shale hydrocarbon French activists movements

This ongoing research gives the first exploratory results of a study about the collective intelligence processes in the anti-shale hydrocarbon social movements in France, in 2011-2012. There has been only a few researches in information systems about social movements. An inductive approach of qualitative numerical archival data suggested that those collectives were led to practice competitive intelligence, which is usually a business organizations practice. The French case is original because it has seen the victory of the opponents in a first phase, followed by a « drôle de guerre » period where the pro an con are watching over together and make lobbying, a phase where competitive intelligence is crucial for both sides.

Keywords : social movements, shale hydrocarbons, activist networks, social networks, business intelligence, energy geopolitics.

1. Introduction et contextualisation

Les collectifs d'opposants à l'exploitation des hydrocarbures de schiste participent d'une mobilisation mondialemultiforme depuis 2010. Les formes d'opposition citoyennes connurent des succès divers (interdictions dans certains états aux USA, exploitation en cours au Royaume-Uni, interdiction en France mais décision de prospection en « Françafrique » fin 2012, etc.) et fait en France l'objet de débats, autant parmi les spécialistes en sciences dures que dans les cercles économiques[1] et politiques au niveau local et national. La médiatisation de cette question est considérable et les enjeux écologiques et économiques sont planétaires. Ces collectifs sont des entités hybrides en sciences sociales: il s'agit de mouvements sociaux, de mouvements citoyens, de communautés virtuelles, de réseaux politiques. Leur organisation est a priori riche et complexe.

Capture d'écran du blog de coordination du collectif du Bassin parisien.

Nous avons décidé d'étudier les systèmes d'informations originaux de ces collectifs. Nous proposons d'étudier dans ces collectifs les situations d'intelligence économique. Nous présentons ici quelques éléments exploratoires tirés d'archives numériques, après une revue de littératures qui, portant sur un sujet encore nouveau, est synthétique mais a priori complète.

[1]Par exemple, dans un « think-tank » libéral : http://www.institut-thomas-more.org/fr/actualite/gaz-de-schiste-en-europe-pourquoi-comment-.html.

2. Proposition de conceptualisation

Nous proposons d'aborder la question de ces collectifs par une entrée inhabituelle, i.e. par ce que la littérature en SI appelle « intelligence économique ». « L'intelligence économique peut être définie comme l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de distribution, en vue de son exploitation, de l'information utile aux acteurs économiques » (définition du Commissariat général au plan, 1994). La définition en extension de ce concept correspond à ce qui est effectivement observé dans les données la spécificité du cas « schiste » (voir la partie « éléments exploratoires ») : on y trouve des formes de veille, d'influence, des formes de traitement interne d'information, des formes d'accumulation des connaissances, etc. S'il est légitime de considérer les collectifs comme des acteurs économiques, la notion d'intelligence économique comporte cependant une connotation qui entre quelque peu en dissonance avec notre contexte de mouvement social et citoyen, qui appellerait plutôt le concept d'« intelligence citoyenne » (Batellier et Sauvé, 2011, Fortin-Debard et Girault, 2009). Notre approche, si elle comporte une pertinence, est néanmoins sujette à débats, et le colloque de l'AIM est le lieu idéal pour cela.

3. Revue de littératures

La question des mouvements sociaux et des collectifs de militants fait depuis longtemps l'objet d'une importante littérature, au point de peut-être s'autonomiser entre sociologie, histoire, et science politique (Agrikolianski et al.). La question du militantisme numérique en particulier bénéficie d'une certaine aura (Jorion, 2011) et a déjà fait l'objet de travaux significatifs dans les autres sciences sociales, qu'il s'agisse d'usages simples (Datchary et Pagis, 2005) ou d'appropriation critique (Cardon, 2003). La question numérique dans le contexte particulier des mouvements sociaux est considérée comme importante (pour un survey, Garrett, 2006), mais on observe des lacunes sur le sujet même en science politique (Greffet, 2012), bien qu'une partie de la littérature traite des nouveaux médias alternatifs (Lievrouw, 2006) depuis un certain temps. Certains réseaux, malgré des difficultés (Pickard, 2006), sont pérennes, et méritent des études poussées. Cependant, les problématiques organisationnelles, relevant a priori des sciences de gestion sont importantes au point d'être citées même par les sociologues (Neveu, 2005), mais non étudiées de façon exhaustive dans les autres sciences sociales, en particulier lorsqu'il est tentant de comprendre l'articulation entre technologies de communication, organisation et hommes.

Les sciences de gestion de leur côté n'ont guère étudié pour le moment les réseaux militants à l'exception du numéro spécial de la *Revue française de gestion* de 2011, concentré surtout sur les organisations stables (Golsorkhi et al., 2011) et les thèses à l'articulation entre les deux thématiques sont rares (Rousseau 2004). Il a été vérifié que la littérature sur les systèmes d'information (au sens gestionnaire) et les mouvements sociaux sont séparées en France (à

l'exception d'Eynaud, 2006, 2010, ou Ruzé, 2012), mais moins dans les travaux plus internationaux (voir par exemple sur les questions écologiques, Kim et Miranda, 2010). Mais cela ne veut pas dire que ces questions ne sont pas d'importance pour en comprendre des aspects essentiels. Les questions d'efficacité de processus liés aux TIC ou leur appropriation sont devenues incontournables dans le contexte géopolitique contemporain. On pensera en particulier au rôle de Facebook dans les mouvements arabes, qui est un objet de débats, le rôle des TIC dans mes mouvements contestataires en Iran[2], ou ailleurs, comme au Pakistan (Saeed, et al., 2008) ou en Inde (Rao 2012).

Nous rappelons aussi que la question des hydrocarbures de schiste apparaît à de multiples occasions dans la littérature à portée géopolitique sur les questions énergétiques (par exemple Antonin, 2012), mais les questions gestionnaires et de science politique restent séparées à notre connaissance. Au-delà d'un travail d'investigation (Jobert et Veillerette, 2011)[3], un seul travail exploratoire sur le cas français a été répertorié (Terral, 2012) : mais il s'agit d'un travail en histoire « immédiate », qui par ailleurs s'arrête fin 2011.

Le cas canadien a lui fait l'objet d'un travail en gestion (Batellier et Sauvé, 2011), il mérite qu'on s'y arrête, du fait de sa proximité avec notre propos. Il propose une conceptualisation des relations communautés-entreprises dans une perspective d'économie et gestion, mais traite plutôt d'aspects stratégiques et de la démocratie économique. La question de l'accès à une information difficilement accessible ou à la désinformation est effectivement abordée, mais passe surtout par une critique des pratiques étatiques ou de relations publiques. Au-delà de la mise en évidence de la constitution d'une expertise collective et citoyenne, l'étude effective des communautés et des processus internes est encore exploratoire, et la comparaison des conclusions canadiennes au cas français ne saurait se faire sans examen préalable. Il n'est pas exclu par ailleurs que des évolutions historiques ultérieures soient observées au niveau local autant que global (apprentissages réciproques des collectifs, des Etats, et des entreprises qui s'opposent ou collaborent).

Nous n'avons pas trouvé par ailleurs de travaux articulant explicitement intelligence économique (en particulier en ce qui concerne la veille) et mouvements sociaux[4]. Nous éloignant d'un objet si précis, il apparaît que d'autres travaux sont voisins du nôtre, que ce dernier complète. La littérature a en effet abordé des thématiques apparaissant dans notre terrain. La littérature a problématisé les facteurs d'échec ou de succès, par exemple en mettant en avant la question des compétences (Lesca et Caron-Fasan, 2008) des acteurs impliqués dans les processus d'intelligence économique, particulièrement cruciale dans notre cas. La question de la structuration de l'activité en question serait d'importance (Salvetat, 2008), notre cas étant significativement décentralisé d'après notre connaissance des données : "ce débat entre centralisation/décentralisation, formel/informel, internalisation/externalisation, etc. est présent dans le monde académique. Les tenants d'une forte structuration rappellent les

[2]Un exemple de colloque spécialisé sur le sujet : http://www.iranian-studies.com/node/236

[3] Un travail de militant et de journaliste à ne pas négliger pour une synthèse de l'année 2011 et des arguments d'ordre technique.

[4] Un cabinet de conseil avait créé la surprise en problématisant le « cas limite » de l'Eglise catholique http://lexpansion.lexpress.fr/economie/ces-droles-de-consultants-qui-donnent-une-ame-aux-entreprises_6711.html?p=5

avantages de performances et de coûts faibles alors que les partisans d'une faible structuration insistent sur la flexibilité du mode organisationnel de l'IE". Il n'est pas dit cependant qu'une telle loi soit vérifiée dans des organisations non-structurées : ainsi, est-il si sûr qu'un système décentralisé serait plus coûteux ? La littérature a également abordé (comme nous nous proposons de le faire) à la marge la question de la compréhension des micro-pratiques (Belmondo, 2008).

4. Méthodologie : du terrain à l'analyse d'archives numériques

Nous sommes intervenus sur le terrain du Bassin parisien lors de trois évènements ponctuels, un rassemblement avec des politiques et des scientifiques à la Ferté-sous-Jouarre (voir annexe 1), lors d'une intervention de militants sur un site suspect[5] (photo ci-dessous à droite), et lors du contre-colloque en réaction au soi-disant colloque organisé par des industriels en janvier 2012.

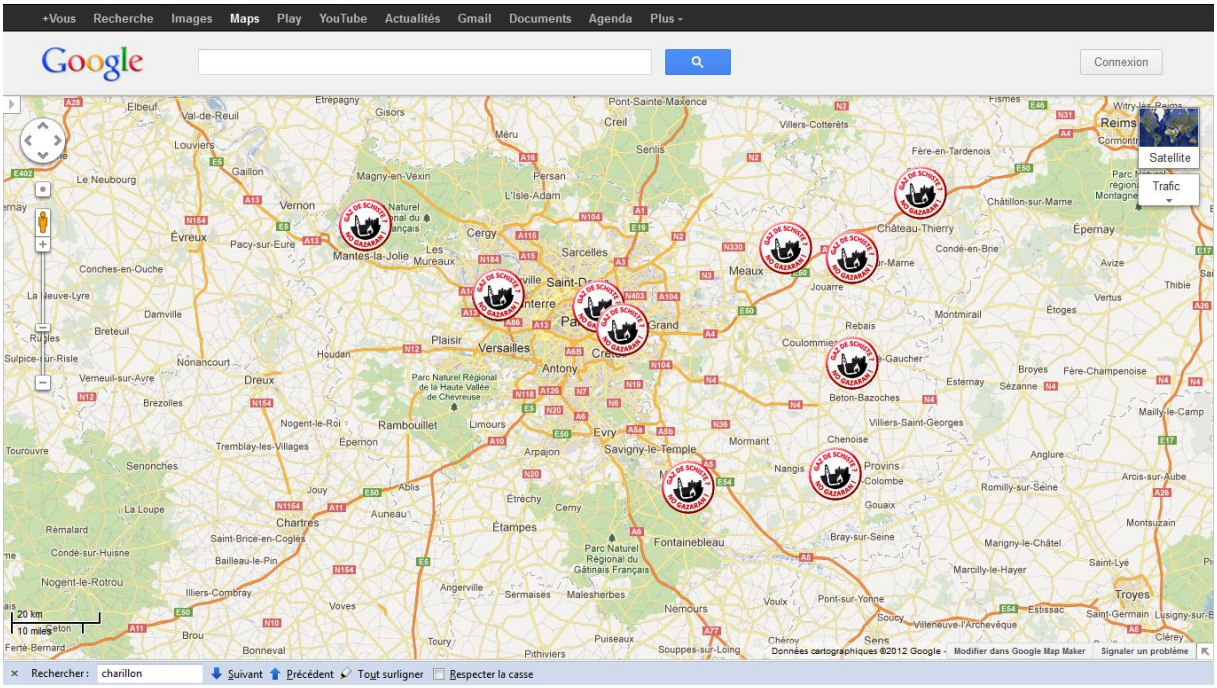
Photos issues de notre enquête-terrain

Nous avons tenté de parler aux militants présents des questions liées aux TIC, mais cette démarche terrain n'a pas été des plus fructueuses[6]. La raison en est peut-être le « caractère invisible » des SI, indispensables, mais auxquels il est difficile de penser explicitement… Pourtant, il est évident que ces militants rassemblés dans toute la France sur deux ans à diverses dates ont été informés d'une façon ou d'une autre. En revanche, cette première démarche a permis de mieux s'imprégner de l'imaginaire et de la détermination de ces collectifs, avec des rassemblements de plusieurs centaines de personnes à une vingtaine, et de tenter de savoir ce qui y importait. Le contre-colloque a permis aussi de mesurer la

[5]Cette action locale s'est révélée une erreur, car la couche de schiste n'était pas suffisamment épaisse pour avoir une quelconque valeur d'après l'ingénieur qui a fini par répondre aux questions du collectif ; mais cette expérience fut révélatrice de la *patience* que doivent avoir les collectifs pour faire de la veille sur le terrain (mais pas seulement).

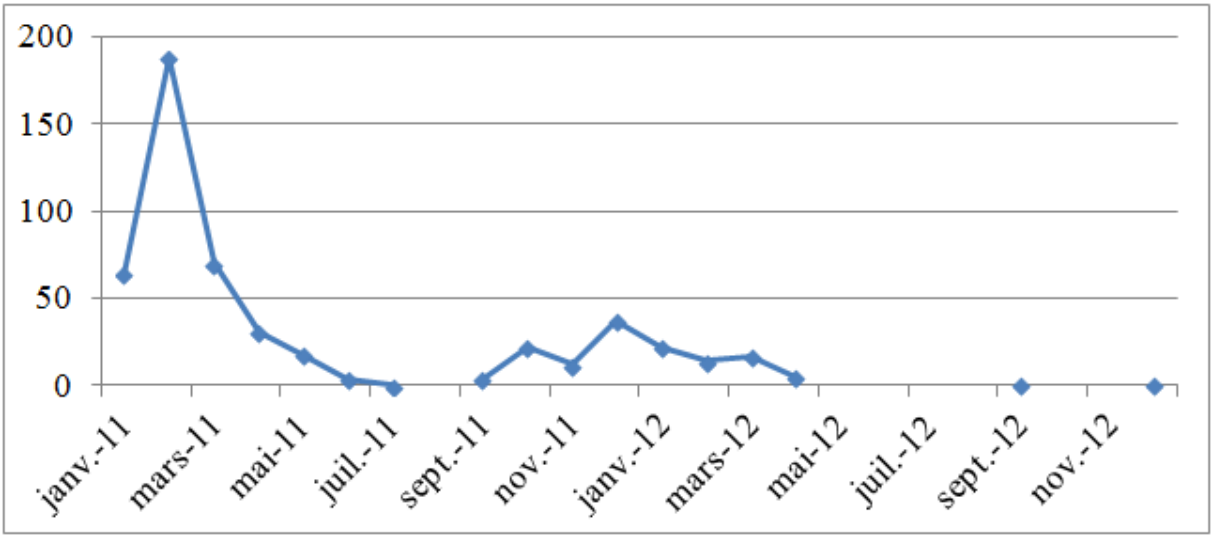
[6] Nous avons appris que ce sont les parents vont sur les réseaux, mais pas les adolescents, qu'il existe des problèmes avec la pluralité des sites, unepeur des renseignements généraux sur les réseaux, des « prises de bec » sur les listes de discussions… Mais la question des TIC n'était vraiment pas la priorité des militants et citoyens.

détermination des hommes politiques (par exemple Jean-Paul Huchon) et des scientifiques mobilisés.



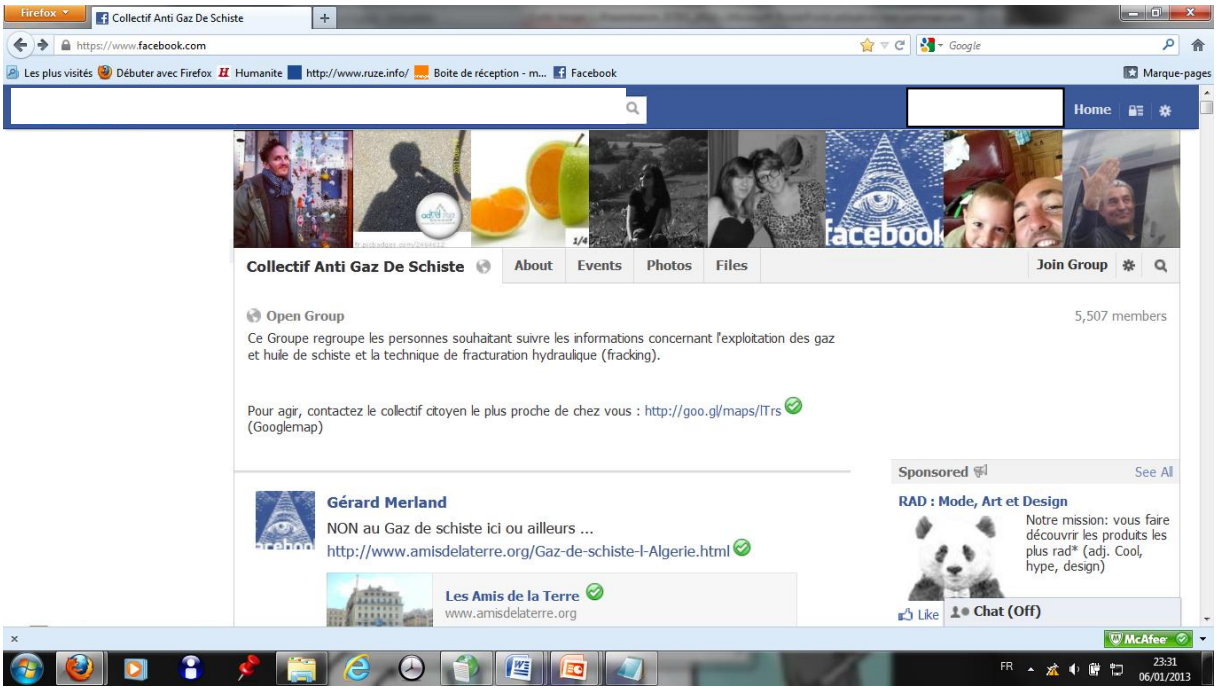
La dispersion des collectifs et lieux de résistance dans la Région parisienne

La meilleure stratégie de recherche à court terme fut donc selon nous l'analyse d'archives numériques, en particulier sur les réseaux sociaux (Facebook) ou sur les listes de coordination des collectifs.Les sources sont abondantes, mais elles permettent déjà d'arriver à « saturation » assez vite à propos de la thématique qui nous intéresse.Voici par exemple une quantification de la coordination d'un collectif via un système google group :



Exemple de données présentées sous forme de série chronologique : nombre de courriels sur la liste de coordination du collectif du Bassin parisien.

La méthodologie est exclusivement qualitative, ce qui se comprend au vu de la problématique choisie et du type de matériaux[7]. La collecte des données consiste à repérer et catégoriser en un codage thématique tous les éléments se rapportant à des pratiques d'intelligence économique. Des raffinements de codages ou des approfondissements ultérieurs sont à prévoir.



Page de coordination principaledu collectif français sur le réseau social Facebook

Nous avons dépouillé pour cette communication *une partie* des archives numériques disponibles, d'une importance considérable[8] ; nous donnons en annexes quelques éléments exploratoires sous forme de verbatims permettant d'illustrer ce qui ressort d'un codage en cours. Nous arrivons à une certaine « saturation » déjà à ce stade, mais des raffinements ultérieurs analysant les *processus* d'intelligence collective découverts et leur fonctionnement sont à prévoir.

[7]D'autres approches de ce type de données sont possibles, par exemple pour comprendre la structuration des réseaux de communication informelle des militants. Mais ce type de résultat est sensible : pas question de dire aux autorités ou aux industriels qui est au centre de l'affaire. La problématique de la compréhension des faits nous semblait prioritaire.

[8] Le dépouillement du dernier trimestre 2012 de la page Facebook principale du collectif français donne déjà plus de 200 pages de matériaux intéressants ; sur deux ans, la quantité doit être considérable. Nous insistons sur le fait qu'il s'agit d'un travail en cours.

5. Conclusion : première synthèse, limites et perspectives

Notre connaissance du terrain et des données a confirmé que les militants n'étaient pas forcément compétents pour penser tous les aspects du sujet, qui demande des connaissances économiques, scientifiques, en science politique, etc. Mais ce n'est pas parce que le processus d'intelligence économique est improvisé qu'il n'est pas intéressant. *La recherche collaborative d'information qui en relève consiste en : veille scientifique (et de R&D), surveillance sur le terrain, veille médiatique, numérique, juridique, politique, partage d'information en interne…* Par comparaison avec l'intelligence économique au sens strict, on n'observe pas de mise en forme pour le décideur et nous n'avons pas trouvé de centralisation de l'information[9]. Dans notre contexte, l'intelligence économique est importante pour mobiliser, pas forcément pour décider, ce qui est compréhensible, mais non sans originalité.

Pour cette communication courte dans la catégorie usuelle « work in progress » de l'AIM, nous avons choisi de présenter en annexe des verbatims de début 2011 et de fin 2012, à partir de deux sources différentes, listes de discussion et de diffusion et éléments tirés du groupe de coordination sur Facebook. Cette sélection permet une vision du début et de la fin de la période envisagée. Les sous-titres qui suivent indiquent quelques catégories de codage correspondant à l'intelligence économique.

Nous insistons, tout cela reste exploratoire, nous avons mis en évidence un processus d'intelligence économique parmi les collectifs citoyens. Il est nécessaire d'avancer davantage pour en comprendre le fonctionnement et l'efficacité. Par ailleurs, les collectifs ne font pas que cela (mobilisation, coordination…).

Davantage de données doivent être dépouillées, en particulier pour arriver à déterminer si des ruptures chronologiques sont observées à l'intérieur de la période étudiée. Des entretiens sont bien entendu envisageables par la suite, pour compléter, confirmer, infirmer les résultats qualitatifs issus de l'analyse et du codage des listes de discussions des collectifs et des archives des réseaux sociaux. Enfin, des comparaisons entre les différents collectifs français ou l'analyse d'archives de coordination nationale du mouvement sont envisageables.

6. Bibliographie

Agrikolianski E., Fillieule O., Sommier I. (2010), *Penser les mouvements sociaux, conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, Paris, p.336

Batellier P. et Sauvé L. (2011), « La mobilisation des citoyens autour du gaz de schiste au Québec : les leçons à tirer », *Gestion*, Vol. 36-2, p. 49-58.

[9] L'absence de preuve n'étant pas preuve d'absence, son existence n'est pas exclue, ainsi que la mise en forme de l'information.

Belmondo C. (2008), « Comprendre les pratiques des acteurs de l'intelligence économique : une étude des micro-activités de représentation de l'environnement concurrentiel et d'organisation de la veille », *Systèmes d'information et management*, 13-3, p. 83-107.

Cardon D. et Granjon F. (2003), « Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste », *Colloque "Les mobilisations altermondialistes"* .

Céline A. (2012), « Pétrole : vers un troisième choc pétrolier ? », *Revue de l'OFCE*, 123-4, p. 77-88.

Datchary C. et Pagis J.(2005), « Jeunes altermondialistes en réseau », *Réseaux*, 133, p. 199-228.

Eynaud P. (2006), « La gouvernance des organisations à but non lucratif et les technologies de l'information et de la communication : une enquête auprès d'associations françaises », Système d'information et management, 11-1, p. 23-44.

Eynaud P. (2010) "Le cyberactivisme au service de la cause écologique", *actes du XVème Colloque de l'AIM*, La Rochelle.

Fortin-Debard C., Girault Y., (2009), « De l'analyse des pratiques de participation citoyenne à des propositions pour une éducation à l'environnement », *Education relative à l'environnement*, vol 8, 129-145.

Garrett R. K. (2006), "Protest in an Information Society: A Review of Literature on Social Movements and New ICTs", *Information, Communication and Society*, vol9-2, p. 202-224.

Golsorkhi D. et al. (2011), « Mouvements sociaux, organisations et stratégies », *Revue Française de gestion* 217-8, 79-91.

Greffet F. (2012), « Le web dans la recherche en science politique, nouveaux terrains, nouveaux enjeux », *Revue de la BNF*, 40, p. 78-83.

Jobert M. et Veillerette F. (2011), *Le Vrai Scandale des gaz de schiste*, Les Liens qui libèrent, 240 p.

Jorion P. (2011), *L'insurrection numérique*, Textuel, Paris, 109 p.

Kim, S.W., Miranda, S.M. (2010). "A Call to Arms: A Social Movements Perspective on "Issue" Surfacing on Social Media", *Proceedings of JAIS Theory Development Workshop, Sprouts: Working Papers on Information Systems*, 10-75.

Lesca N. et Caron-Fasan, M. (2008), « Facteurs d'échec et d'abandon d'un projet de veille stratégique: retour d'expériences », *Systèmes d'information et management*, 13(3), 17-42.

Lievrouw L. A. (2006), "Oppositional and Activist New Media:Remediation, Reconfiguration, Participation", *Proceedings of the ninth Participatory Design Conference*.

Neveu E. (2005), *Les mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 126 p.

Pickard V. W. (2006), “United yet autonomous: Indymedia and the struggle to sustain a radical democratic network”, *Media, Culture & Society*, Vol. 28-3, p. 315–336

Rao A. (2012), “Sister-Groups” and Online-Offline Linkages in Networked Collective Action: A Case Study of the Right to Information Movement in India”, *The Electronic Journal of Information Systems in Developing Countries*, Vol. 52-7, 1-17

Rousseau F. (2004), *Gérer et militer*, Thèse de doctorat de l’Ecole Polytechnique, Paris, 321p.

Ruzé E. (2009), « Traiter les archives de la Toile. Une histoire d'un système d'information dans une communauté, WordPress (2003-2008) », *Entreprises et Histoire*, 55, pp 74-89.

Ruzé E. (2012), « Des réseaux sociaux à l’occupation sur le terrain: ethnographie (très) participante de l’occupation de La Défense avec le collectif des Indignés (« Démocratie Réelle »)», *Multitudes*, 50, p. 96-102.

Saeed, S., Rohde, M. et Wulf, V. (2008), “ICTs, An alternative sphere for Social Movements in Pakistan: A Research Framework”, *IADIS international conference on ESociety*.

Salvetat D. (2008), « Pratiques d'intelligence économique : entre structuration et déstructuration. Le cas des entreprises européennes de hautes technologies », *Systèmes d'information et management*, 13(3), 43-64.

Terral P.-M. (2012), « La fronde contre le gaz de schiste : essai d’histoire immédiate d’une mobilisation éclair (2010-2011) », *Ecologie politique*, Vol. 45-2, p. 185-194.

7. Annexe : quelques sources numériques

http://nofrackingfrance.fr/

https://groups.google.com/group/stop-petrole-de-schiste/

http://www.stop-petrole-de-schiste77.com/

https://www.facebook.com/groups/CollectifAntiGazDeShiste/

https://www.facebook.com/pages/Gaz-de-schiste-77/139219049477840

https://www.facebook.com/pages/Contre-le-gaz-de-schiste-à-Jouarre-77/191115267593985

http://www.comite-info-malarce.com/

http://stop.pds77.over-blog.com/

http://www.environnement77.fr/categorie-11856229.html

https://www.facebook.com/mylene.roche.75?fref=ts

http://www.demosphere.eu/search/node/schiste%20when%3Apast%20timesort%3Adesc

8. Annexes avec éléments exploratoires qualitatifs

Nous proposons ici quelques verbatims illustratifs. Pour des raisons évidentes, tous les noms de personnes ont été supprimés, même s'il s'agit de données publiques. Ces éléments sont donnés à titre illustratifs, *en plus du reste de la communication* : nous avons préféré les placer ici plutôt qu'en une annexe externe sur Internet permettant de retrouver les matériaux « primaires »[10].

8.1. Surveiller l'activité des entreprises « sur le terrain » et ailleurs

De multiples preuves de ce processus abondent dans les archives et les réseaux sociaux. Nous avons-nous-même participé à une opération de surveillance. Voici l'une des premières début 2011, tirée de la liste de discussion du « collectif 77 »[11] :

> « Je suis allé ce matin sur le puits Donnemarie 3 (commune de Cessoy-en-Montois: http://maps.google.fr/maps?ll=48.50418,3.130621&spn=0.003625,0.006899...).
>
> On voit sur les photos que les remorques ont quitté les lieux. Non loin de la tête de puits (en rouge), 20 tonnes de chlorure de potassium y sont en revanche toujours stockées. Un fossé a également été creusé (pour recueillir de l'eau ?) sur un seul flanc du site (le droit quand on arrive). De l'autre côté, derrière des espèces d'Algeco, il y a un trou béant au fond duquel une canalisation en métal baigne dans un mélange d'eau et de pétrole. Installée récemment, une cuve en béton dont les deux regards affleurent le sol contient un peu d'eau (pour quelle usage ?).

[10] Nous avons « respecté » les fautes d'orthographe, de forme, etc.
[11] La source des verbatims qui en viennent est : https://groups.google.com/group/stop-petrole-de-schiste/ .

Voici un autre passage montrant la détection des contradictions des entreprises de forage :

Voici encore un élément de « désinformation par omission » de la part des industriels selon un membre du collectif :

> « 10 mar 2011, 23:26
>
> L'astuce, c'est que le courrier de torréador est exact !!
>
> dans le processus, il y a 3 phases :
> 1 : carottage vertical, puis analyse des carottes
> 2 : exploration horizontale et tests
> 3 : exploitation
>
> Tout simplement, Torreador ne parle que de la _*première phase *_uniquement un carottage vertical, tout à fait "classique", qui sera suivi d'une analyse des carottes. remarque : l'état impose que ce carottage descende jusqu'à -3500m (alors que le pétrole de schiste ne se trouve qu'à environ -2500m) de façon à apporter des informations scientifiques de nature géologique sur la nature profonde de notre sous-sol. Il est cependant évident que Torreador n'est pas un mécène désintéressé !!
>
> _*deuxième phase = phase d'exploration =*_ si les analyses faites sur la carotte montrent qu'à un niveau donné, il y a bien du pétrole piégé dans la roche => forage horizontal suivi de "test" de fracturation hydraulique, pour voir si le gisement "rend"

bien. Pas d'autorisation à demander !!!!

*troisième phase*, si la deuxième est concluante = demande de concession pour exploiter le gisement = fracturation hydraulique à une beaucoup plus grande échelle que lors des tests. Cette phase d'exploitation est la seule qui est soumise à enquête publique ».

8.2. « Déboulonner » (debunking) les prétentions économiques des industriels

L'un des arguments des industriels est de prétendre aider au développement local, et les collectifs doivent traiter cette question.

« Mensonges et propagande . Les emplois sont précaires et nomades. Ce n'est pas une industrie mais ce sont des activités de forages et de fracturation ponctuelles avec une économie locale favorisée occasionnellement aussi.

Le gaz de schiste pourrait créer 100.000 emplois en moins de 10 ans www.challenges.fr . C'est l'évaluation réalisée par le cabinet SIA, à partir des estimations des réserves récupérables françaises faites par l'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).

Share · September 24, 2012 at 1:59pm

S* T* Toujours la même rengaine ...

No Fracking France L'éternel argument , mais là il est vraiment bidon et non fondé.

No Fracking France Les 600 000 emplois cités partout sont une statistique, du lobby industriel gazier et pétrolier sur 12 ans , divisés sur 18 Etats.Soit au finish 2700 emplois créés par an et par Etats. En comptant les boites sous traitantes et l'économie locale, restauration hébergements. Avec des compagnies itinérantes et des travailleurs nomades au gré des chantiers. Ce sont de véritable transhumance de travailleurs du pétrole et du gaz . Qui changent de plateforme toutes les six semaines environs. Une précarité affolante. »

En voici un autre sur la rentabilité des opérations, et ce qu'elles supposent en fait :

« Toreador prétend réduire notre dépendance énergétique INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

- La France consomme près de 2 millions de

barils par jour
- 5 % de cette consommation = 100 000 bj
- Un seul puits par fracturation produit 400 bj au début puis la production décroit au bout de 5 ans elle n'est plus que de 100 bj
- Il faudrait 500 puits par fracturation hydraulique fonctionnant 5 ans et à renouveler continuellement pour produire 5% de notre consommation

Ne cache t-il pas quelque chose ?

Les estimations du bassin géologique serait d"une réserve de 90 ans pour la consommation de la France.
Avec un gains de 55$ par baril cela représente 45 millards de bénéfice par an.

Mais pour la lutte le démontage en chiffre de l'argument de l'indépendance énergétique est excellent. »

8.3. Des actions de lobbying

Les actions de lobbying comportent une forte interaction entre politique locaux et collectifs, en partie sur Internet. Cela fut l'une des conditions du moratoire de mi-2011 sur la délivrance de permis d'exploitation. Voici par exemple l'engagement d'une élue locale :

8.4. Veille scientifique

Les collectifs doivent comprendre exactement de quoi il retourne lors des opérations en cours plus ou moins déguisées, mais aussi les projets ultérieurs des pétroliers. Voici un exemple de veille scientifique sur les produits chimiques utilisés :

> « 14 mar 2011, 18:16

- Il semble que le chlorure de sodium entreprosé sur un puits à Donnemarie-Dontilly serve à "prévenir la production et la migration d'argiles qui pourraient combler les espaces et par là-même réduire la perméabilité" (de la roche), ce qui limiterait la collecte d'huile ou de gaz.
- Texte d'origine : "Preventsswelling and migration of formation clayswhichcould block pore spacestherebyreducingpermeability" (page 5-41 d'un rapport du service Environnement de l'Etat de New York : http://www.dec.ny.gov/energy/58440.html)
- En pièces jointes :
  1) la liste des principaux produits et leurs usages en hydrofracturation.
  2) la liste des composés chimiques (environ 200) utilisés en hydrofracturation. Il doit en exister beaucoup d'autres, même si, pour une fracturation, seule une douzaine est employée (un produit par usage). »

8.5. « Community watch »

La veille consiste aussi à participer à des débats sur les sites à contenu ouvert, pour argumenter face aux opposants :

> « Une fois n'est pas coutume, j'ai joué le troll sur un blog pro gaz de shitt, la fracturation vue du coté financier (ou par le petit bout de la lorgnette) Ne vous gênez pas pour répondre à ce type, en ce qui me concerne c'est fait. http://www.abcbourse.com/blog/michel_gabrysiak/article/mourir_vertueux_ou_participer_au_boom_du_gaz_de_schiste_dans_le_monde_-372
>
> Mourir vertueux ou participer au boom du gaz de schiste dans le monde ?
>
> www.abcbourse.com
> Les agriculteurs de l'état du Dakota aux Etats Unis, qui étaient presque pauvres, font partie soudainement des classes moyennes. La cause en est le gaz de schiste.

8.6. Veille juridique

La compréhension des textes de loi est l'un des sujets les plus suivis, dans la mesure où la législation comporte des subtilités, des insuffisances, et des « possibilités cachées » pour les industriels. Voici un exemple de détection des insuffisances juridiques :

« La passoire du Gouvernement . . . Joli !

November 18 at 10:44pm

-
- 4 peoplelikethis.

  Nécessaires et identiques . . . !

  November 18 at 10:45pm · 1

  Nous voilà avertis »

8.7. Veille politique

La veille politique est importante est difficile, dans la mesure où, selon les collectifs, les intentions du gouvernement ne sont pas claire, autant avant qu'après les élections présidentielles de 2012.

« Et oui, nouveau ministre, mais méthodes d'un autre siècle ;-) (voir même d'il y a 2 siècles)…. Non mais on croit rêver…. Et évidemment France 2 s'en fait des gorges chaudes, n'importe quoi, là ça devient presque risible, mais si triste au fond…
Aller, amusez vous : http://www.lepoint.fr/economie/arnaud-montebourg-la-france-doit-redevenir-un-pays-minier-16-10-2012-1517519_28.php
France 2 : à 2min19 http://www.pluzz.fr/jt-20h-2012-10-17-20h00.html
Et oui, les demandes de permis vont pleuvoir là aussi…
Déjà un permis que j'ai repéré qui concerne la Sarthe et la Mayenne.
Il y a une consultation publique, DITES NON !!!
http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/permis-exclusif-de-recherches-per-a1819.html
Voici un exemple des nouvelles méthodes d'exploitation des mines :
En argentine, parc national, classé au patrimoine mondial de l'Unesco, Classé réserve de Biosphère….. Et pourtant !!!
Ça commence fort dès 1min40, puis si vous êtes vraiment pressés, allez directement à 7minutes, et enfin à 10min54, et vous verrez ce que donne les "bombes à eau" (et oui, là aussi on utilise de l'eau sous pression pour faire imploser la roche…..) :
http://www.youtube.com/watch?v=Z3wCIgX6mJI
Et voilà comment devient la vie après…
http://www.fame2012.org/fr/2012/05/26/temoignages-caimanes/

Ohhhh que c'est beau, que c'est propre, merci monsieur le ministre du redressement productif ;-) »

8.8. Veille médiatique

C'est l'une des pratiques les plus fréquentes, les articles de presse cités sont innombrables.

« Gaz de schistes: Baker Hughes et CGGVeritas collaborent
AFP - publié le 05/11/2012 à 08:39
PARIS, 5 nov 2012 - - Le groupe français de services parapétroliers CGGVeritas a annoncé lundi avoir signé un accord de coopération avec l'américain Baker Hughes dans l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures de roches-mères (gaz et pétroles de schiste).
http://lexpansion.lexpress.fr/economie/gaz-de-schistes-baker-hughes-et-cggveritas-collaborent_357711.html »

Voici un exemple de veille télévisée :

« Quand France 2 escamote un reportage sur le gaz de schiste

www.enerzine.com

Enerzine.com : le magazine de toutes les énergies. Tenez vous informés de l'actualité énergétique.

Share · October 11 at 9:31am

- 2 peoplelikethis.
-

  Bien sûr qu'il ne fallait pas croire que les journalistes feraient un reportage avec forcemment le parti-pris "anti". Par contre, pour un reportage neutre et un peu sérieux, la moindre des choses aurait été de rapporter les paroles des scientifiques et le contexte. »

8.9. Analyses des évènements à l'étranger

La compréhension des évènements à l'étranger sert aux collectifs pour éclairer les évènements en France. Voici un exemple de suivi des évènements du Canada, surveillé régulièrement :

« http://www.radio-canada.ca/regions/colombie-britannique/2012/12/10/009-etude-fausse-universite-texas-fracturation-hydraulique.shtml

Une récente étude sur la fracturation hydraulique était fausse | Colombie-Britannique–Yukon | Radio-
www.radio-canada.ca

Une étude présentée à Vancouver plus tôt cette année par des chercheurs de l'Université du Texas, qui concluaient que la fracturation hydraulique n'avait pas d'impact environnemental négatif sur les sources d'eaux naturelles, a finalement été reconnue comme fausse.

December 11 at 8:41am »

9. Annexe : exemple de tract

ATTENTION, DANGER ! 3 PERMIS ABROGÉS, 61 RESTENT AUX PÉTROLIERS

La seule méthode rentable pour extraire le gaz et le pétrole (huile) de schiste est la **fracturation hydraulique**, même si les industriels changent son nom ! **Extrêmement polluante**, elle utilise d'énormes quantités d'eau, mélangée à du sable et d'adjuvants chimiques, injectée dans les puits à très haute pression. Les risques de graves pollutions de l'eau, de l'air et des sols sont avérés.

La **loi adoptée le 13 juillet 2011** interdit le recours à la fracturation hydraulique, mais elle ne met pas en œuvre les garanties permettant de nous protéger effectivement des risques sanitaires et écologiques. **Les lobbies pétroliers restent convaincus de pouvoir exploiter la roche mère. Si 3 permis ont été abrogés** (Nant, Montélimar et Villeneuve de Berg), sur les 61 permis restants, de nombreux autres concernent des gisements d'huile et de gaz de schiste, notamment en Seine-et-Marne !

STOP! AU PETROLE ET GAZ DE SCHISTE ni ici ni ailleurs

GAZ ET PÉTROLE DE SCHISTE, C'EST PAS FINI !

La Ferté-sous-Jouarre
SEINE-ET-MARNE

DIMANCHE 23 OCTOBRE
15 heures

RASSEMBLEMENT FESTIF - FORUM CITOYEN

POUR L'ABROGATION DE TOUS LES PERMIS ACCORDÉS

Place de l'Hôtel de Ville

Depuis Paris : trains au départ de la Gare de l'Est, direction Château-Thierry, arrêt La Ferté-sous-Jouarre (40 min.)

Venez participer, en famille, avec vos amis et voisins!

Information
Débats
Agora citoyenne
Animations
Musique
Et d'autres surprises...

Aucun permis n'a été abrogé au nord de la Loire...
En Seine-et-Marne, au nord et au sud de la France, de nombreux territoires sont toujours menacés.

A l'initiative des collectifs d'**Ile-de-France** et de **Picardie**

Informations et contacts : www.stop-petrole-de-schiste77.com
collectif-citoyen-idf-non-aux-gpds@lists.riseup.net

NON! — STOP PETROLE DE SCHISTES — Collectif Sud 77 — STOP! PETROLE SCHISTE — HUILE de SCHISTE : NON MERCI !